

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 570 du 16 au 27.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

M.J. Rosenberg : Obama menace les Palestiniens.

Bill Van Auken : Les dépêches de Wikileaks révèlent les pourparlers de guerre américano-israéliens.

Le chef d'état-major US rassure Israël après la chute de Moubarak .

La quasi-majorité des hommes politiques américains sont payés par Israël.

Ils ont crié «Obama dégage !» à Ramallah Les Palestiniens dénoncent le veto américain.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

4 Politique Palestinienne

5 Politique Israélienne

6 Politique internationale des territoires occupés

8 Médias/Vidéos

8-1 Vidéo : Franck Abed reçoit Jacob Cohen (1/3)

9 Les brèves

9-1 Kadhafi appelle les réfugiés palestiniens à défiler contre Israël.

9-2 El-Qods menacé par des projets militaires israéliens.

10 Dossier

10-1 Leila Mazboudi : Les dessous du 39ème veto américain pro israélien, sur fond de révoltes arabes.

10-2 Amira Hass : Quand le filet qui protège la tyrannie israélienne se déchirera...

16-02 au 27-02: Peuple Palestinien : 4 tués - 19 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

M.J. Rosenberg : Obama menace les Palestiniens.

Barak Obama a pressé Mahmoud Abbas de bloquer une résolution du conseil de sécurité de l'ONU qui condamne les colonies. Il semble que l'attitude des USA envers les Palestiniens soit entrée dans une nouvelle phase : L'intimidation.

Jeudi dernier, le président Barak Obama a téléphoné à Mahmoud Abbas, le président palestinien, pour le presser de bloquer une résolution du conseil de sécurité de l'ONU qui condamne les colonies. Obama a tellement insisté pendant les 50 minutes qu'ils ont passé au téléphone que Abbas s'est senti obligé d'accepter de présenter la requête d'Obama au comité exécutif de l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine (qui a confirmé sans surprise que Abbas devait refuser d'accéder à la requête d'Obama).

Et en voilà une requête !

Pour les Palestiniens les colonies israéliennes sont au coeur même du conflit israélo-palestinien. Après tout c'est l'engloutissement par Israël de la terre palestinienne qui empêchera probablement l'avènement d'un état palestinien. Demander au leader palestinien d'accepter de faire opposition à une résolution condamnant les colonies c'est comme demander au premier ministre israélien de renoncer à la partie israélienne de Jérusalem.

D'ailleurs, même la requête de geler la construction dans les colonies pendant 90 jours (une requête contrebalancée par l'offre d'une aide supplémentaire de 3,5 milliards de dollars) a été perçue comme insultante par le gouvernement israélien. Le premier ministre Binyamin Netanyahu n'a pas pu se résoudre à y répondre (pensant sans doute qu'il recevra de toutes façons l'argent supplémentaire quand il le désirera). L'Administration alors a fait comme si elle n'avait jamais rien demandé, dans sa grande crainte de contrarier le moins du monde Netanyahu.

Mais il n'en est pas de même avec les Palestiniens pour des raisons évidentes (ils n'ont pas de poids politique à Washington). Et quand ils demandent le soutien de l'ONU contre les colonies, l'Administration n'hésite pas à exercer de très fortes pressions sur eux.

Mais pourquoi se donner tant de peine ? Car ce n'est pas une petite affaire quand le président des USA appelle un leader étranger et pour être honnête, le président de l'Autorité Palestinienne n'est pas exactement le président de France ou le premier ministre du Canada.

La raison pour laquelle le président Obama a donné ce coup de fil c'est qu'il veut absolument éviter d'avoir à opposer son veto à la résolution des Nations Unies qui condamne les colonies. Et on comprend facilement pourquoi.

Etant donné l'agitation qui secoue le Moyen Orient et l'opposition générale vigoureuse du monde arabe et musulman aux attermoissements des USA sur les colonies, la dernière chose que l'Administration désire c'est d'être obligée d'opposer son veto à une résolution qui condamne ces dernières.

C'est particulièrement vrai de cette résolution, qui est soutenue par 122 pays et qui incarne des orientations politiques que les USA défendent eux-mêmes depuis longtemps. L'intérêt évident des USA est soit de soutenir la résolution soit de s'abstenir. Mais l'Administration s'y est refusé, car elle savait que si elle soutenait cette résolution l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) deviendrait fou ainsi que ses supporters au Sénat et à la Chambre des représentants (surtout à la Chambre dont certains membres ont déjà sonné l'alarme).

Et les appels des donateurs liés à l'AIPAC commenceraient à arriver pour le menacer de ne plus apporter leur soutien à la réélection du président s'il n'opposait pas son veto. Et Netanyahu ferait à Obama ce qu'il a fait à Clinton quand il était président : c'est à dire épauler les républicains (son préféré est l'ancien président de la Chambre Newt Gingrich) pour faire tomber Obama.

Quelle marche de manoeuvre restait-t-il donc à l'Administration ? Elle qui ne jugeait pas opportun d'opposer son veto mais qui craignait les représailles si elle ne le faisait pas ?

Plus tôt dans la semaine, elle avait envisagé d'obtenir du conseil de sécurité une déclaration (à la place d'une résolution) qui ne critiquerait les colonies que légèrement. Voilà, selon le ministère des affaires étrangères, la déclaration en question : "... exprime sa forte opposition à toute action unilatérale de n'importe lequel des deux camps qui présumerait de l'issue des négociations et qui ne sera pas reconnue par la communauté internationale, et réaffirme qu'il ne considère pas comme légitime l'activité incessante dans les colonies, activité qui constitue un sérieux obstacle au processus de paix." La déclaration condamne aussi "toutes formes de violence, y compris les roquettes envoyées de Gaza et souligne le besoin de calme et de sécurité des deux peuples."

Avez-vous remarqué si les colonies sont bien mentionnées dans la déclaration ? Lisez lentement. Elles y sont bien.

Quand on lit la déclaration, on comprend vite qui l'a rédigé. Elle ne parle pas seulement des colonies, elle mentionne des choses sans aucun rapport avec elles (dans ce contexte) mais qui sont chères à l'AIPAC comme "les roquettes envoyées par Gaza" qui n'ont rien à voir avec les colonies de Cisjordanie. En d'autres termes, c'est un document de travail rédigé par l'AIPAC à la Chambre, bien qu'on n'y trouve pas le traditionnel "Hourra à Israël" dont est coutumier le Congrès mais que le Conseil de Sécurité de l'ONU risque de ne pas apprécier.

Tout cela pour éviter d'opposer son veto à une résolution conforme à la politique des USA. Inutile de dire que la stratégie des USA a échoué. L'hypocrisie marche seulement quand elle ne se voit pas.

Comme je l'ai écrit plus tôt dans la semaine, voilà ce qui arrive quand les donateurs et non les diplomates conduisent la politique des USA. Il est regrettable qu'il leur soit indifférent de faire passer les USA pour la marionnette de Netanyahu aux yeux du monde entier.

Rosenberg

MJ. Rosenberg est un expert en politique étrangère confirmé de Media Matters Action Network. L'article ci-dessus est paru d'abord dans Foreign Policy Matters, qui fait partie de Media Matters Action Network.

On peut suivre le travail de MJ. Rosenberg sur Facebook ou sur Twitter

Al Jazeera

21 février 2011

Pour consulter l'original : <http://english.aljazeera.net/indept...>

Traduction : D. Muselet

URL de cet article 12843

<http://www.legrandsoir.info/Obama-menace-les-Palestiniens-Al-Jazeera.html>

Bill Van Auken : Les dépêches de Wikileaks révèlent les pourparlers de guerre américano-israéliens.

Des dépêches diplomatiques des USA citées par le quotidien norvégien Aftenposten font état d'entretiens entre des législateurs étasuniens et des officiels israéliens en vue de préparer la prochaine guerre au Moyen-Orient. Ces documents font clairement ressortir à la fois les préparatifs d'Israël en vue d'une autre guerre d'importance dans la région et la soutien inconditionnel de membres du Congrès, démocrates et républicains, qui viennent apparemment en Israël recevoir les instructions de l'état hébreu sous le sceau du secret.

Aftenposten, le principal quotidien norvégien, a rapporté le mois dernier qu'il détenait les deux cent cinquante mille câbles diplomatiques secrets que Wikileaks a en sa possession et qu'il avait commencé à publier des articles basés sur ces documents sans publier les câbles eux-mêmes.

Un de ces câbles envoyé par l'ambassade des USA de Tel Aviv au Département d'Etat de Washington relate une rencontre entre une délégation du Congrès étasunien en visite qui était dirigée par l'ancien représentant des démocrates, Ike Skelton (le responsable de House Armed Services Committee qui ne fut pas réélu en novembre dernier) et le Lieutenant Général Gabi Ashkenazi, le chef d'état-major israélien, et qui a eu lieu le 15 novembre 2009. Un autre câble détaille un briefing donné par des généraux israéliens à une autre délégation menée par le sénateur étasunien Kirsten Gillibrand (démocrate, New York) les 2 et 3 septembre de la même année.

Selon le journal norvégien, les dépêches contenaient "le message clair" que "les préparatifs de l'armée israélienne en vue d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient battaient leur plein."

Selon un câble de novembre 2009, le général Ashkenazi a dit que l'armée israélienne se prépare à attaquer " les mêmes secteurs que les fois précédentes, c'est à dire le Liban et la bande de Gaza."

Il a dit aux membres du Congrès étasunien en visite : "je prépare l'armée israélienne à une guerre de grande envergure parce qu'il est plus facile de réduire les opérations que de faire le contraire."

Ashkenazi a donné aux législateurs étasuniens une estimations exagérée de la soit disant menace que l'Iran, le Hezbollah libanais et le Hamas qui gouverne la bande de Gaza posent à Israël. Ces déclarations sont conformes à l'habitude invétérée d'Israël de dépeindre chacune de ses guerres d'agression comme des actes inévitables de self-défense.

Il a affirmé que les missiles balistiques iraniens ainsi que les roquettes stockées par le Hezbollah et le Hamas menaçaient la vie d'un million d'Israéliens, y compris les habitants de Tel Aviv.

Le général a affirmé que le Hezbollah détenait une réserve de quarante mille roquettes. Curieusement dans le briefing donné par l'armée israélienne au Sénateur Gillibrand un peu plus de deux mois plus tôt, le chiffre était de vingt mille, et cela comprenait aussi les roquettes anti chars et d'autres armes destinées uniquement à la défense du territoire libanais en cas d'invasion israélienne.

Le chef d'état major israélien a confié à la délégation étasunienne que l'armée israélienne envoie sans arrêt des drones sans pilote dans l'espace aérien libanais, au mépris complet de la souveraineté de ce pays, pour identifier les cibles à attaquer. Il a aussi exprimé sa gratitude à L'Agence Nationale de Sécurité Etatsunienne (NSA) pour son aide dans l'espionnage des ennemis d'Israël.

La dépêche rapporte aussi qu'Ashkenazi a dit aux élus étasuniens qu'Israël n'acceptera aucune restriction qui l'empêcheraient d'attaquer des secteurs urbanisés lors de sa prochaine guerre. Il prévenait apparemment les élus qu'il avait l'intention de se comporter encore plus sauvagement que pendant l'opération Cast Lead, l'invasion de trois semaines de Gaza de 2008-2009. Cette opération a coûté la vie à mille quatre cent Palestiniens, y compris plus de 900 civils dont plus de la moitié étaient des femmes ou des enfants. Ashkenazi a assuré les membres du Congrès que même si des "erreurs" avaient pu être commises jamais les soldats israéliens n'avaient intentionnellement visé des civils.

La même assurance fut donnée à la délégation menée par le sénateur Gillibrand lors du briefing de septembre 2009. Le général israélien Yoav Galant a dit aux politiciens étasuniens que l'armée israélienne avait agi avec "beaucoup de retenue" en "limitant sa puissance", affirmations qui ne soulevèrent apparemment aucune objection de la part de Gillibrand et de ses collègues.

L'officier israélien a affirmé que malgré la destruction massive que les Israéliens avaient opérée, le Hamas avait réussi à se procurer autant d'armes qu'il en avait avant l'invasion, signifiant par là que la prochaine guerre israélienne serait "plus difficile" que la précédente.

Un autre câble secret publié sur le net par Wikileaks en novembre dernier relate le déroulement d'un meeting de novembre 2009 du Joint Political Military Group (JPMG), une organisation étasunienne qui coordonne la politique des deux gouvernements. Le sujet principal de la discussion a été le programme nucléaire iranien, et les officiels de l'armée israélienne ont insisté sur le fait qu'il ne restait plus beaucoup de temps pour préparer une attaque militaire des installations iraniennes.

"Le GOI [[gouvernement d'Israël] a qualifié l'année 2010 d'année cruciale -si les Iraniens continuent à protéger et renforcer leurs sites nucléaires, il sera plus difficile de les atteindre et de les endommager" lit-on dans le document. "Les représentants des deux pays ont ensuite parlé de la livraison imminente de bombes anti-bunker GBU-28 à Israël, en précisant que le transfert devrait être effectué discrètement pour ne pas prêter le flanc à l'allégation que le USG aide Israël à préparer une attaque contre l'Iran."

La GBU-28 est une bombe à guidage laser de deux mille deux cent soixante huit kilogrammes que les USA ont fabriquée en préparation de la guerre du Golfe de 1991 contre l'Iraq. Elle a été dessinée pour pénétrer sous terre et pour traverser le béton armé dans le but de détruire les centres de commande et de contrôle iraqiens.

Selon Aftenposten, Israël a reçu des USA cent de ces puissantes bombes pour les utiliser contre l'Iran.

Van Auken

Dimanche 9 janvier 2011

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Bill_Van-Auken.090111.htm

Le chef d'état-major US rassure Israël après la chute de Moubarak .

Le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, s'est efforcé lundi de rassurer ses interlocuteurs israéliens sur la solidité de l'alliance militaire entre Washington et Tel-Aviv, alors que de profonds bouleversements sont en cours dans la région.

"Le lien et les relations avec les forces armées israéliennes remontent à des décennies", a souligné l'amiral Mullen avant de rencontrer le président israélien Shimon Pérès à Jérusalem AlQuds occupée.

"La force de cette alliance est quelque chose dont chacun de nous dépend et qui est particulièrement importante durant ces temps très difficiles", a ajouté le chef d'état-major interarmées américain, en faisant allusion aux révolutions égyptienne et tunisienne.

De son côté, Peres a répondu : "pour nous, les Etats-Unis sont notre meilleur ami et nous sommes remplis de respect pour la grande armée américaine".

Les dirigeants israéliens ont exprimé ces derniers jours leurs inquiétudes que la révolte populaire contre le régime pro-occidental égyptien ne fasse le jeu des islamiques.

L'amiral Mullen a assisté lundi à l'intronisation du nouveau chef d'Etat major de l'armée israélienne, le général Benny Gantz, après une visite dimanche en Jordanie.

Il s'est également entretenu avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre de la guerre Ehud Barak, mais aucun détail n'a filtré de ces discussions.

17/02/2011

5/02/2011

<http://www.almanar.com.lb>

La quasi-majorité des hommes politiques américains sont payés par Israël.

Très puissant aux Etats-Unis, le lobby sioniste est le plus influent après celui d'armement car il paye la quasi-majorité des congressistes américains. Cela a été révélé par le journaliste américain, David Landorff lors d'une interview avec Press TV, expliquant que faute de mesure légale aux Etats-Unis pour accorder des crédits aux candidats, ce sont les riches lobbys sionistes qui paient les frais des campagnes électorales des hommes politiques. Lindorff a ensuite, indiqué que les hommes politiques tels que Cynthia McKinney qui ont tenu tête à Israël, ont été attaqués par l'AIPAC à tel point que de grands budgets ont été alloués pour lancer des campagnes à leur encontre.

<http://french.irib.ir> v

Ils ont crié «Obama dégage !» à Ramallah Les Palestiniens dénoncent le veto américain.

Quelque 3000 Palestiniens ont manifesté hier à Ramallah (Cisjordanie) contre l'Administration Obama, pour

fustiger le veto américain au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution réclamant une condamnation de la colonisation juive.

Les manifestants ont brandi des banderoles dénonçant «l'arrogance» de Washington et proclamant la détermination des Palestiniens à ne pas reprendre les négociations de paix avec Israël tant que la colonisation se poursuit. Rassemblés sur la grande place Manara, ils ont scandé des slogans contre Barack Obama, qualifiant le président américain d'«homme méprisable», estimant qu'il avait trahi la cause palestinienne. «Dégage Obama, dégagez colons !», ont-ils crié.

La manifestation était organisée par le mouvement Fatah du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Elle s'est dispersée dans le calme. «Le veto américain est un acte contre le peuple palestinien et sa liberté. Il soutient l'injustice, l'oppression et l'occupation (israéliennes)», a déclaré à la foule un membre du comité central du Fatah, Mahmoud Al Aloul.

Pour Tawfiq Terawi, un autre délégué du comité central du Fatah, le veto américain a exposé «la fausse affirmation que les Etats-Unis sont le pays de la liberté puisqu'ils annoncent officiellement leur soutien à l'occupation (israélienne) et aux colonies, à l'oppression et à l'injustice contre notre peuple».

Le fait accompli

Les Etats-Unis ont mis leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution arabe, parrainé par 130 pays et condamnant la politique de colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés.

Les 14 autres membres du Conseil, dont les Européens, ont voté en faveur de la résolution. Le président Abbas a qualifié samedi de «victoire de la diplomatie palestinienne» le fait que 14 membres du Conseil de sécurité sur 15 aient voté pour la résolution anticolonisation tandis qu'Israël se félicitait du veto américain et appelait à la reprise des négociations sans condition préalable. La direction palestinienne est toujours déterminée à obtenir une condamnation à l'ONU de la colonisation israélienne. Elle a l'intention «d'aller à l'Assemblée générale de l'ONU pour qu'elle adopte une résolution condamnant la colonisation et affirmant son illégalité, avant de retourner au Conseil de sécurité», a déclaré hier Yasser Abed Rabbo, secrétaire général du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

De son côté, un membre du comité central du mouvement palestinien Fatah a estimé, hier, que le veto des Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution arabe qui condamne la colonisation dans les territoires palestiniens occupés «soutient l'occupation» israélienne. «Le veto américain est un acte contre le peuple palestinien et sa liberté. Il soutient l'injustice, l'oppression et l'occupation (israéliennes)», a déclaré Mahmoud Al Aloul, qui a participé à une manifestation en Cisjordanie contre la décision des Etats-Unis de bloquer ce projet, à l'appel du mouvement Fatah. De son côté, Tawfiq Terawi, un autre délégué du comité central du Fatah, a affirmé que le veto américain «a exposé la fausse affirmation que les Etats-Unis sont le pays de la liberté puisqu'ils annoncent officiellement leur soutien à l'occupation (israélienne) et aux colonies, à l'oppression et à l'injustice contre notre peuple».

21.02.

http://www.elwatan.com/evenement/les-palestiniens-denoncent-le-veto-americain-21-02-2011-112767_115.php

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Au jour le jour

Résistance

Manifestations anti-Obama.

Des centaines de Palestiniens manifestaient, dimanche, à Ramallah, en Cisjordanie, contre l'administration Obama, pour fustiger le veto américain, au Conseil de sécurité de l'ONU, à une résolution réclamant une condamnation de la colonisation juive.

Les manifestants brandissaient des banderoles dénonçant l'arrogance de Washington et proclamant la détermination des Palestiniens à ne pas reprendre les négociations de paix avec le régime sioniste aussi longtemps que la colonisation se poursuivrait. Vendredi, les Etats-Unis ont mis leur veto, au Conseil de sécurité de l'ONU, à un projet de résolution arabe condamnant la politique de colonisation israélienne, dans les territoires palestiniens occupés. Les 14 autres membres du Conseil, dont les Européens, ont voté en faveur de la résolution.

20/2

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/109455-manifestations-anti-obama-en-cisjordanie>

Manifestations anti-américaines.

Quelque 5.000 Palestiniens ont manifesté, aujourd'hui, à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, en protestation contre "le veto américain de la honte", au Conseil de sécurité de l'ONU, à une résolution réclamant un arrêt de la colonisation israélienne.

Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et des banderoles fustigeant l'administration Obama et appelant à l'unité du mouvement national palestinien. "Le veto américain place Israël au-

dessus du droit international", pouvait-on lire, sur les banderoles. Les protestataires ont réclamé "la fin de la division" entre le parti Fatah du Président Mahmoud Abbas et son rival islamiste du Hamas au pouvoir à Gaza. Les Etats-Unis ont mis leur veto, le 18 février, au Conseil de sécurité, à un projet de résolution arabe jugeant "illégale" la colonisation, dans les territoires palestiniens occupés, et demandant son arrêt. Les 14 autres membres du Conseil, dont les Européens, ont voté en faveur de la résolution.

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/109660-manifestations-anti-am%C3%A9ricaines-en-cisjordanie>

Pertes des Résistants

Bande de Gaza - Au jour le jour

Les troupes israéliennes d'occupation assassinent trois pêcheurs dans Gaza.

Al Des sources médicales palestiniennes ont annoncé que trois pêcheurs palestiniens ont été assassinés jeudi matin près de l'ancienne colonie connue sous le nom de « Dugit » au nord de la bande de Gaza.

Les sources médicales ont récupéré les corps dans la région de Beit Lahia dans le nord de la bande de Gaza après que l'armée israélienne ait laissé entrer les ambulances. [Aucun explosif ni aucune arme n'ont été trouvés à proximité des 3 victimes, ce qui contredit totalement l'habituelle version israélienne selon laquelle ces 3 pêcheurs préparaient une attaque à proximité des limites du véritable ghetto qu'est Gaza - N.d.T]

Les martyrs ont été transférés à l'hôpital Kamal Adwan dans la ville de Beit Lahiya. Les corps ont été retrouvés complètement disloqués par un feu nourri des troupes israéliennes. Les mêmes sources médicales ont identifié les morts comme étant Jihad Khalaf, 21 ans, Ashraf al-Kteifan, 29 ans et Talaat al-Awagh, 25 ans.

Des sources palestiniennes ont déclaré que des tirs nourris ont été entendus de 2h15 jusqu'à l'aube et un hélicoptère israélien a été engagé dans l'agression contre les Palestiniens.

[Al Qassam Website](#)

17 février <http://english.aljazeera.net/news/m...>

<http://www.qassam.ps/news-4181-lsra...>

Frappes israéliennes sur Gaza - 16 blessés 24/02/2011

Dans la soirée d'hier mercredi 23 et tôt ce matin, les F-16 et les hélicoptères Apache israéliens ont à nouveau frappé la Bande de Gaza, et ont blessé au moins 16 personnes, dont deux sont dans un état critique, ont dit des témoins.

Un char israélien a ouvert le feu sur un groupe de Palestiniens à l'est de Gaza-ville. Le Mouvement Jihad Islamique a dit que trois de ses membres ont été blessés par les tirs des chars israéliens, positionnés à l'intérieur de Gaza, mercredi en fin de journée.

Deux autres Palestiniens ont été blessés par des tirs à Beit Lahiya. et encore une autre attaque par drones a ciblé l'est de Gaza-ville, blessant au moins deux personnes.

Les F-16 et les hélicoptères Apache ont survolé Gaza-ville, où les témoins ont entendu d'énormes explosions.

Le Hamas a dit qu'il a évacué tous ses postes de sécurité, bureau de police et immeubles gouvernementaux car d'autres attaques israéliennes sont prévisibles.

23-02

Source : [Press TV](#)

Traduction : MR pour ISM

Raids aériens israéliens sur Gaza,

Des avions de combat israéliens ont bombardé une position militaire appartenant aux brigades Ezzedine el Qassam au sud de la bande de Gaza, alors que trois autres avions ont mené un raid sur des terrains ouverts au centre et au sud de la ville. Trois Palestiniens ont par ailleurs été blessés dans un raid israélien à l'Est de Gaza.

Des sources palestiniennes ont confirmé que deux Palestiniens ont été blessés au cours d'un raid aérien sioniste contre le quartier Zaytoun à l'est de Gaza. Les brigades Al Qods, branche armée du Jihad islamique, ont annoncé que les blessés sont deux de leurs membres.

De même source on indique que les avions israéliens ont tiré un missile sur un site d'entraînement des brigades ezzedine el Qassam (branche armée du Hamas) dans le quartier Zaytoun, et un deuxième missile contre un autre site d'entraînement proche sans faire de victimes humaines.

L'armée de l'occupation israélienne a comme de coutume justifié ses attaques, prétendant qu'elles surviennent en riposte au lancement de trois roquettes depuis la bande de Gaza, dont l'une a atteint une rue résidentielle près de Beersheva (Bir el Sabeh) et a provoqué d'importants dégâts matériels, selon le chef de la municipalité de la ville.

Mercredi, les brigades Al Qods ont annoncé que l'un des combattants est tombé en martyr après avoir succombé à ses blessures infligées au cours d'une incursion militaire israélienne à l'Est de Gaza, précisant que les bombardements israéliens ont fait 11 blessés palestiniens, dont trois enfants atteints à la tête et à la poitrine.

Des affrontements de plusieurs heures avaient alors opposés les forces de l'occupation aux combattants du Jihad islamique.

Les brigades Al Qods avaient riposté en lançant trois bombes contre les forces de l'occupation dans le quartier Zaytoun.

Par ailleurs, les brigades Abou Ali Moustapha, branche armée du Front Populaire de la Libération de la Palestine, ont attaqué le site militaire de Nahal Oz à l'est de Gaza et celui de Malaka, à l'Est du quartier Zaytoun, à l'aide de cinq roquettes.

24-02-2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=4123>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

L'occupation prend d'assaut plusieurs zones à Bethléem et arrête 5 Palestiniens .

21/02

Les forces d'occupation ont lancé, aujourd'hui à l'aube, le lundi 21/2, une vaste campagne de raids dans de nombreux villages dans la ville de Bethléem au sud de la Cisjordanie, arrêtant 5 citoyens palestiniens.

Des sources locales ont affirmé que les forces occupantes ont envahi le village de Biter et ont enlevé 3 ouvriers.

Les forces occupantes ont pris d'assaut le village de Hussan en arrêtant un citoyen palestinien âgé de 29 ans à son domicile.

D'autres sources ont déclaré au Centre palestinien d'information que les forces sionistes ont également pris d'assaut le village de Beit Fajjar au sud de la ville, enlevant un citoyen palestinien qui a 35 ans.

<http://www.palestine-info.cc/>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.101
Palestiniens blessés	: 54.864
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 38
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.210
	(359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6633

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique Palestinienne

a) Bande de Gaza

Gouvernement

Le Hamas rejette le remaniement ministériel de l'Autorité palestinienne.

Le mouvement de résistance palestinien Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza, a dénoncé lundi la décision du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, de charger son Premier ministre Salam Fayyad de former un nouveau gouvernement.

Selon son porte-parole à Gaza, Sami Abou Zouhri, ce remaniement n'est qu'un changement « de pure forme », appelant les Palestiniens et les pays donateurs à ne pas traiter avec ce gouvernement.

"Quel que soit le changement ce peau du gouvernement, il restera dépourvu de légalité juridique, parce qu'il n'est pas le choix du peuple et n'a pas obtenu la confiance du Conseil législatif", a souligné dans un communiqué ce responsable du Hamas.

Le mouvement a remporté les dernières élections législatives palestiniennes en 2006.

Selon un communiqué du responsable du bureau de presse gouvernemental à Gaza, Hassan Abou Haschich, "la démission fait partie de la série de décisions et mesures prises par le régime (de l'Autorité palestinienne) comme le départ de Saëb Erakat, la convocation d'élections municipales puis présidentielle et législatives ... et ceci indique une crise de cette équipe".

Le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, a démissionné samedi de ses fonctions afin "d'assumer sa responsabilité pour le vol de documents dans son bureau", de surcroît "falsifiés" selon lui.

Cela fait suite à la diffusion en janvier par la chaîne AlJazira de centaines d'archives sur les pourparlers avec Israël de 1999 à 2010.

M. Fayyad, en fonctions depuis 2007, a présenté lundi matin la démission de son gouvernement au président de l'Autorité palestinienne. Il a aussitôt été chargé de constituer un nouveau cabinet.

14/02

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=2441&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=20&s1=1>

b) Cisjrdanie

MM Abbas & Salam Fayyad.

Saree Makdisi : Le peuple palestinien trahi.

Les documents publiés par Al Jazeera montrent à quel points les dirigeants palestiniens sont lâches et combien ils étaient disposés à vendre les droits de leur peuple. Pourtant, tout ce qu'ils avaient à offrir n'a pas suffi à Israël.

Une fuite massive de documents diffusés par *Al Jazeera* et *The Guardian* offre une preuve irréfutable que des années de négociations entre Israéliens et Palestiniens ont été une totale imposture.

Les documents indiquent clairement que le moment est venu pour les Palestiniens et tous ceux qui s'intéressent à la cause de la justice, d'abandonner la plaisanterie de la diplomatie officielle et de poursuivre dans d'autres voies, plus créatives et non-violentes, pour la réalisation d'une paix réelle et juste.

La divulgation de ces documents, en supposant qu'ils soient authentiques - et *Al-Jazeera* et *The Guardian* affirment les avoir authentifiés - sont des notes prises dans les coulisses d'une décennie de négociations entre les Palestiniens et Israël.

Numéro après numéro, ces documents montrent les négociateurs palestiniens désireux de céder sur le fond, offrant d'abandonner une grande partie de Jérusalem, d'accepter des colonies illégales d'Israël en Cisjordanie, de collaborer avec les forces d'occupation israéliennes dans la répression de la dissidence dans les territoires occupés - allant jusqu'au meurtre de frères palestiniens - et même de renoncer au droit au retour pour la très grande majorité des Palestiniens chassés de leurs foyers par Israël en 1948. Les documents offrent un démenti formel à l'affirmation d'Israël selon quoi il aspire à la paix mais qu'il lui manque un « partenaire » palestinien. Et ils renforcent le sentiment qu'Israël n'a suivi ces négociations que pour gagner du temps afin d'exproprier plus de terres palestiniennes, de démolir plus de maisons palestiniennes, d'expulser plus de familles palestiniennes et de construire plus de colonies à l'usage exclusif des colons juifs en territoire occupé militairement, consolidant ainsi de nouvelles réalités sur le terrain qui feraient d'un Etat palestinien une impossibilité géophysique.

Quiconque en doute n'a qu'à parcourir les documents divulgués, qui montrent Israël repoussant une concession géante palestinienne l'une après l'autre. Et ce n'était pas Israël sous Benjamin Netanyahu, mais sous le soi-disant plus libéral Ehud Olmert et sa ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, qui affirmaient être engagés dans le processus de paix.

Dans une abjection sans vergogne, les négociateurs palestiniens se sont prosternés et ont pratiquement abandonné chaque objectif majeur pour lesquels leur peuple a lutté et s'est sacrifiés pendant 60 ans, seulement pour les Israéliens impériaux disent encore et encore : non, non, et non.

De toute évidence, tout ce que les Palestiniens ont à offrir ne suffit pas pour Israël.

La révélation majeure du dossier, en effet, est l'image qu'ils fournissent du point jusqu' où les négociateurs palestiniens étaient prêts à aller pour s'attirer les bonnes grâces d'Israël.

Des hommes comme Saeb Erekat, Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï - les principaux négociateurs palestiniens durant toutes ces années - appartiennent à un genre que l'on trouve dans tous les conflits coloniaux de l'époque moderne. Face à la puissance écrasante brutale avec laquelle les Etats coloniaux ont toujours cherché à briser la volonté des peuples autochtones, ils adoptent la lâche faiblesse que la situation semble dicter. Convaincus que le colonialisme ne peut être vaincu, ils cherchent à se tailler un petit rôle de direction à partir duquel ils pourraient être utiles [à la puissance coloniale], même si c'est au détriment de leur propre peuple.

Ces hommes, nous devons nous en souvenir, n'ont pas été élus pour négocier un accord avec Israël. Ils n'ont aucune légitimité, zéro crédibilité et ne peuvent en rien prétendre représenter le réel point de vue des Palestiniens.

Et pourtant, ils étaient apparemment disposés à négocier le retrait du droit qui se trouve au cœur même de la lutte palestinienne, un droit qu'il ne leur appartient pas d'abandonner - le droit au retour des Palestiniens dans les foyers d'où ils ont été chassés au moment de la création d'Israël en 1948 - en acceptant l'insistance d'Israël que seul un petit échantillon de quelques milliers de réfugiés devraient être autorisés à rentrer, et que les millions d'autres devaient tout simplement disparaître (ou - comme nous apprenons maintenant que les États-Unis l'ont suggéré - accepter d'être expédiés au loin [...] en Amérique du Sud).

Les documents montrent également les négociateurs palestiniens prêts à trahir les Palestiniens vivant en Israël, en acceptant l'auto-définition d'Israël en tant qu'Etat juif, en sachant que cela condamnerait la minorité non juive palestinienne d'Israël - qualifiée « d'Arabes israéliens » qui constituent 20% de l'Etat - non seulement au racisme institutionnalisé auquel ils font déjà face, mais à la perspective d'une purification ethnique (les documents révèlent que Livni a soulevé à maintes reprises l'idée que les terres habitées par de larges secteurs de la population palestinienne d'Israël devraient être « transférées » à un futur Etat palestinien).

Tout cela a été offert dans la poursuite d'un « Etat » qui existerait en pièces détachées, sans véritable souveraineté, sans aucun contrôle sur ses propres frontières, l'eau ou l'espace aérien - mais un « Etat » où le rôle [des négociateurs] serait de le commander.

Et tout cela a été dédaigneusement rejeté par le gouvernement israélien qui soit-disant recherche la paix, avec la complicité des États-Unis, devant lesquels les Palestiniens sont allés se plaindre, comme s'ils étaient un intermédiaire honnête alors même qu'il est devenu plus clair que jamais que c'est tout le contraire.

Ce que ces documents prouvent, c'est que les négociations diplomatiques entre d'abjects Palestiniens et de réticents Israéliens bénéficiant de l'appui illimité et inconditionnel des Etats-Unis, n'amèneront jamais la paix. Aucun accord signé par ces couards ne sera jamais accepté par le peuple palestinien. Heureusement, la plupart des Palestiniens ne sont pas aussi brisés et sans espoir que ces soi-disant dirigeants. Chaque jour, des millions de Palestiniens, hommes, femmes et enfants du peuple résistent aux diktats de la puissance israélienne, si ce n'est en refusant de renoncer et de s'en aller - en allant à l'école, dans leurs champs, en s'occupant de leurs oliveraies.

Refusant les diktats de la force brute et la *realpolitik* à laquelle leur soi-disant dirigeants ont cédé, les Palestiniens ont déjà mis au point une nouvelle stratégie qui, en changeant les règles du jeu telles qu'imposées par Israël, transforment toutes les forces israéliennes en une forme de faiblesse. Face à des chars, ils se tournent vers des formes symboliques de protestations qui ne peuvent pas être empêchées ; confrontés à la brutalité, ils exigent la justice ; face à l'Apartheid, ils revendiquent l'égalité.

Les Palestiniens ont tiré les leçons de Soweto (1), et ils ont lancé une campagne à la fois locale et globale de manifestations, d'appels au boycott et aux sanctions qui offre le seul espoir d'amener les Israéliens - comme leurs prédécesseurs Afrikaners - à la raison.

Note :

(1) 16 juin 1976 : les troupes du régime d'Apartheid sud-africain ont massacré ce jour-là plusieurs centaines d'écoliers et d'étudiants qui manifestaient contre l'imposition d'un enseignement exclusivement en langue *afrikaans*, la langue de la minorité blanche du pays.

Saree Makdisi

Saree Makdisi est professeur de littérature anglaise et comparée à l'UCLA. Il est l'auteur de, entre autres livres, [Palestine Inside Out : An Everyday Occupation](#).

4 février 2011

Source : [Info Palestine](#)

4) Politique Israélienne

Gouvernement

N.Raad : Projet de loi israélien contre toute campagne de boycott .

La commission de la loi et de la constitution à la Knesset israélienne a promulgué en première lecture un projet de loi interdisant « toutes les campagnes de boycott contre l'Etat d'Israël », qu'il s'agisse de campagne à l'intérieur ou hors d'Israël.

La loi stipule que toute partie responsable de la promotion d'une campagne de boycott ou qui contribue ou procure des informations à cette campagne sera traduite en justice, et que le tribunal aura le droit de lui imposer des indemnités chères au profit des victimes de cette campagne, même si les personnes visées ne subissent aucun dégât!

Réagissant à ce projet de loi au cours de la séance, le député palestinien à la Knesset Jamal Zahalqa a indiqué que cette loi s'oppose au droit à la liberté de l'expression, et au droit aux activités politiques, soulignant que le boycott est une arme légitime dans tout combat contre l'occupation, la répression et les politiques coloniales et racistes.

« Le boycott a démontré son efficacité dans plusieurs pays du monde et a contribué à mettre fin au régime de l'apartheid en Afrique du Sud », a-t-il dit, ajoutant que « la simple proposition de cette loi démontre la nécessité de poursuivre le boycott, et prouve une fois de plus que le régime israélien n'est pas démocratique comme le prétendent ses médias.

N.Raad

16/02/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=2791&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&s1=1>

Les grandes manœuvres

Révélation WikiLeaks : Omar Suleiman est l'homme des Israéliens

La préférence des Israéliens pour le nouveau vice-président égyptien, Omar Suleiman, a été divulguée à travers des documents obtenus par Wikileaks.

Omar Suleiman, le vice-président égyptien récemment nommé, est depuis longtemps considéré par Israël comme le successeur favori d'Hosni Moubarak, le président actuel, selon une dépêche diplomatique obtenue par Wikileaks, le site Web dénonciateur, et publiée par le quotidien britannique, The Telegraph.

Selon un mémo daté d'août 2008, David Hacham, un haut conseiller au ministère israélien de la Défense (MoD), a déclaré à des responsables américains que les Israéliens espéraient que Suleiman, nommé Soliman dans certains mémos, deviendrait président (en Egypte).

« Hacham a noté que les Israéliens croient que Soliman est susceptible de servir au moins une présidence intérimaire si Moubarak décède ou est frappé d'incapacité », dit le câble envoyé depuis l'ambassade américaine à Tel-Aviv.

« Nous nous en remettons à l'ambassade du Caire pour l'analyse des scénarios d'une succession égyptienne, mais il ne fait aucun doute qu'Israël est le plus à l'aise avec la perspective d'Omar Soliman, » dit la note, citant des diplomates américains. Le mémo disait Hacham plein d'éloges pour Suleiman, allant jusqu'à dire qu'une « hot line avait été mise en place entre le ministère de la Défense et le général égyptien, et était devenue d'usage quotidien ».

Suleiman a été chef des services secrets en Égypte depuis 1993 et il fait de fréquentes visites en Israël et à joué le rôle de médiateur dans le conflit avec les Palestiniens.

Il a été nommé vice-président en Egypte le mois dernier, alors que des manifestations de masse dans le pays demandent la fin immédiate du pouvoir vieux de 30 ans de Moubarak.

Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, a soutenu Suleiman ce samedi, le présentant comme le meilleur candidat pour mener une « transition » alors que le gouvernement Moubarak continue à s'agripper au pouvoir.

Moubarak a déclaré qu'il entendait seulement quitter ses fonctions en septembre à la fin de son mandat actuel. Mais ce mardi Suleiman a annoncé que Moubarak mettrait en place un comité qui procéderait à des modifications constitutionnelles et législatives afin de permettre un transfert du pouvoir.

Les questions soulevées

Le rapport du Telegraph vient s'ajouter à celui publié lundi par l'agence Reuters, qui a également été destinataire d'une fuite de mémos diplomatiques via Wikileaks.

Reuters a signalé que Suleiman avait déjà sévèrement critiqué l'opposition des Frères musulmans d'Egypte dans ses communications avec les autorités américaines.

De façon significative, Suleiman a tenu une réunion avec les dirigeants de l'opposition, y compris les Frères musulmans, ce dimanche, dans le but de mettre fin à une crise politique qui a vu des centaines et des centaines de milliers de personnes descendre dans la rue pour s'opposer au règne de Moubarak.

Les mémos divulgués soulèvent des questions quant à savoir si Suleiman pourrait être considéré comme un intermédiaire honnête dans les négociations concernant les prochaines étapes que l'Egypte doit franchir.

Dans les câbles obtenu par Reuters, Suleiman aurait dit à des responsables américains que les Frères musulmans étaient à l'origine de la création de groupes armés, notamment « le Jihad islamique égyptien et le Djamaa Islamiya [Groupe islamique] ».

Il a également conseillé de prendre « une ligne particulièrement dure contre Téhéran », et dans un mémo daté du 2 janvier 2008, Suleiman est cité comme disant que l'Iran représentait « une menace importante pour l'Egypte ».

« Techniquement illégal »

Le câble obtenu par Reuters poursuit en disant : « Le danger principal, selon Soliman, a été l'exploitation par le groupe [des Frères musulmans] de la religion pour influencer et mobiliser le public. »

Il poursuit : « Soliman qualifie le succès récent des Frères Musulmans dans les élections législatives comme malheureux », ajoutant qu'à son avis, bien que le groupe était techniquement illégal, « les lois égyptiennes ont été insuffisantes pour les maintenir en échec. »

Les élections visées étaient celles de novembre et décembre 2005, dans lesquelles les Frères musulmans ont fait des gains substantiels.

L'inclusion des Frères Musulmans dans les négociations de l'opposition avec Suleiman est considérée comme importante puisque le groupe est officiellement interdit en Egypte, bien que ses activités soient [plus ou moins] tolérées.

Le document obtenu par le Telegraph a également révélé que Suleiman a exploré l'idée d'autoriser les troupes israéliennes dans la zone frontière égyptienne dite de Philadelphie, dans le but d'arrêter le transfert d'armes pour les combattants palestiniens dans Gaza.

Moubarak a longtemps essayé de présenter sa dictature en Egypte comme un contrepoids à une « menace islamiste ».

« Dans leurs moments de plus grande frustration, (le ministre égyptien de la Défense) Tantawi et Soliman ont chacun fait valoir que les FDI (Forces de défense israéliennes) seraient « les bienvenues » si elles envahissaient à nouveau Philadelphie, si l'idée des FDI était que cela empêcherait la contrebande », dit le même mémo.

Le mémo révèle ensuite que Suleiman voulait « faire souffrir Gaza de la faim, mais sans la faire mourir de faim » et que le Hamas, le groupe palestinien qui gère l'enclave assiégée, devait être « isolé ».

Al Jazeera

09-02

<http://www.inversalis-productions.eu:80/blog/2011/02/revelations-wikileaks-omar-suleiman-est-l'homme-des-israeliens/>

Jonathan-Simon Sellem : Blackwater, l'armée privée américaine débarque à Ramallah

C'est fait. Les américains augmentent leur présence au Proche-Orient. Un accord vient d'être signé entre le groupe américain *Blackwater* (armée privée) et l'Autorité Palestinienne. *Blackwater* a été invité par le gouvernement Obama à signer l'accord de coopération dans le but de sécuriser les Territoires disputés et de protéger les leaders du Fatah d'un éventuel coup d'état orchestré par le Hamas.

Le chef des forces de sécurité palestiniennes, Dmeiri Adnan, a confirmé l'arrivée du personnel de sécurité. Au départ, l'accord devait rester discret mais le Hamas, furieux, a rendu l'affaire publique.

Le but de l'opération du Hamas était de montrer que le Fatah est tellement corrompu qu'il demande aux américains de le protéger.

Mais côté Fatah, pour ne pas trop froisser la population antioccidentale, on affirme que Blackwater ne va « *que protéger les américains qui vivent dans les territoires* ». Dmeiri ose même ajouter que « *ces personnels ne vivront pas dans les zones palestiniennes* ». Pourquoi, il croyait que des gens civilisés veulent vivre au Moyen-âge ?

Côté Hamas, on en rajoute une couche : « *L'Autorité Palestinienne de Ramallah coopère ouvertement et pleinement avec les services secrets américains. Ce n'est plus l'Autorité Palestinienne mais l'Autorité Internationale ! Et tout cela ne vise qu'un seul objectif : opprimer le peuple palestinien, sa sécurité, sa liberté et permettre à l'occupation israélienne d'écraser ceux qui défendent la cause palestinienne.* »

« *L'arrivée du personnel de sécurité Blackwater en Palestine représente le plus grand danger pour la vie et la souveraineté des Palestiniens* », ajoute le Hamas.

Pour quelques observateurs, la venue de *Blackwater*, spécialisée dans la sécurisation des lieux à haut risque (comme en Irak), est bien la preuve que le Hamas met l'Autorité Palestinienne en danger. Toutes les semaines, des "cadres" du Fatah sont interpellés après avoir reçu des pots-de-vin du Hamas pour "retourner leur veste le moment venu". Il ne se passe pas un jour sans qu'une cache d'armes du Hamas soit découverte par la police du Fatah.

La situation ressemble plus à un début de guerre civile qu'à autre chose.

23/2

Jonathan-Simon Sellem – JSSNews

Sur le terrain.

L'armée démolit le village d'al-Arakib pour la 20ème fois

Les forces d'occupation ont démolit, ce matin jeudi 17/2, le village d'al-Arakib au Néguev occidental au sud de la Palestine occupée en 1948, pour la 20e fois en moins de 24 heures après la démolition d'hier, encerclant les habitants du village qui manifestent sur le lieu.

Des sources locales ont déclaré que les bulldozers d'occupation ont arraché les tentes installées par les habitants près du cimetière du village, puis ont encerclé les citoyens en colère en les empêchant de circuler dans le voisinage du cimetière. Le haut comité du suivi des villages non reconnus au Néguev a annoncé son intention d'entamer une série de mesures de protestation face aux pratiques oppressives sionistes contre les habitants d'al-Arakib, dont une marche importante dans la ville de Bir Saba.

Il est à noter que le prétendu "Fonds des terres d'Israël" essaye de s'emparer des terres du village d'al-Arakib dans le cadre du plan de judaïsation du Néguev, dont la disparition de dizaines de villages bédouins non reconnus .

17/02

<http://www.palestine-info.cc/>

Situation dans les geôles israéliennes

Un militant palestinien des droits de l'homme condamné à neuf ans de prison (AIC)

Le militant palestinien des droits de l'homme Ameer Makhoul a été condamné dimanche 30 janvier à neuf années de prison pour espionnage et contact avec un agent étranger.

Makhoul qui était directeur de Ittijah (l'union des associations de la communauté arabe) et président du comité public pour la protection des libertés politiques a été arrêté le 6 mai 2010 par la police et les services généraux de sécurité israéliens.

L'inculpation initiale incluait également l'aide à l'ennemi (Hezbollah) en temps de guerre, ce qui en Israël est puni de prison à vie.

Makhoul a signé un plea bargain avec les autorités israéliennes le 27 octobre 2010 selon lequel il aurait une réduction de peine avec un chef d'inculpation réduit (à condition d'accepter de plaider coupable NdT).

"Mon mari est puni sévèrement aujourd'hui pour avoir lutté pour la justice sociale et politique. Il a été traité injustement et le but de sa condamnation est d'effrayer la population arabe d'Israël" a dit Janan, la femme de Makhoul au Palais de Justice dimanche.

Son frère, Issam Makhoul qui est un ancien membre de la Knesset a dit à Ynet news d'Israël : "Cela n'a rien à voir avec la sécurité de l'état. Ils veulent l'empêcher de s'exprimer. Il s'agit de persécution politique à l'encontre d'un homme qui a fait beaucoup de bien et qui n'a jamais causé aucun tort à l'état. Il a toujours agi conformément à la loi."

Après que les services généraux de la sécurité israélienne aient fait irruption dans le domicile de Ameer Makhoul à Haïfa à six heures du matin et l'aient arrêté, il a été conduit dans les locaux de la sécurité israélienne où on l'a empêché de voir un avocat et sa famille pendant presque deux semaines. C'est pendant ce laps de temps qu'il a reconnu tout ce dont on l'accusait. Il y a de fortes présomptions que ses aveux aient été obtenus pas la force.

Selon le docteur Hatem Kanaane, président du comité populaire de défense et de solidarité créé pour défendre Ameer Makhoul : "Ameer, sa famille, ses hommes de loi et le comité de solidarité nous avons tous ensemble pris la mesure de la situation à laquelle nous étions confrontés et considéré que le mieux pour Ameer était d'accepter un plea bargain."

Le docteur Kanaane a ajouté que "Après avoir été privé de sommeil pendant 16 jours attaché à une chaise dans une position considérée comme de la torture, Ameer leur a dit qu'il signerait tous les fausses accusations qu'ils voulaient. Il était brisé."

Bien que les autorités israéliennes aient confisqué plusieurs ordinateurs et de nombreux documents appartenant à Ameer, à l'organisme Ittijah et à la famille d'Ameer, et aient enregistré plus de 30 000 conversations téléphoniques d'Ameer au cours des deux années précédentes, elles n'ont trouvé aucune preuve contre Ameer en dehors de ses aveux.

Selon Orna Kohn de Adalah (le centre légal pour les droits de la minorité arabe d'Israël) qui est un des avocats de Makhoul : "La loi israélienne a une définition très large des soi disants délits contre la sécurité de l'état ce qui permet de criminaliser des comportements ou des actions que personne ne s'attend normalement à voir figurer dans le code criminel. En conséquence il est très facile au procureur de convaincre la Cour que quelqu'un est coupable."

Quand un Palestinien est accusé de mettre la sécurité de l'état en danger il est quasiment impossible qu'il ne soit pas condamné à une peine de prison, même s'il y a peu ou pas du tout de preuve pour appuyer les accusations. Ameer a maintenant rejoint les milliers d'autres prisonniers palestiniens qui servent des peines dans les prisons israéliennes pour des

crimes qu'ils n'ont jamais commis. Sa famille, ses amis et la communauté arabe qu'il a servis si fidèlement attendent impatiemment sa libération.

Avant qu'on lui notifie sa peine, Makhoul a osé déclarer : "Je considérerai toute peine que vous m'infligerez comme un acte cruel et agressif contre le peuple arabe et sa lutte légitime ici et dans le monde entier. Nous allons voir si la Cour est une Cour de Justice ou le Shin Bet, si on y rend la justice ou si on y obéit au Shin Bet. J'ai avoué ce dont on m'accusait car il ne m'a pas été possible de faire autrement et j'ai l'intention de continuer à oeuvrer en toute légalité pour la population palestinienne d'Israël."

3 février 2011

Tania Kepler.

Pour consulter l'original : <http://www.alternativenews.org/engl...>

Traduction : D. Muselet

URL de cet article 12676

<http://www.legrandsoir.info/Un-militant-palestinien-des-droits-de-l-homme-condamne-a-neuf-ans-de-prison.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Un-militant-palestinien-des-droits-de-l-homme-condamne-a-neuf-ans-de-prison.html>

L'isolement, une vraie tragédie pour le captif palestinien ainsi que pour sa famille.

« Nous voulons sortir de ces tombes ; nous y moisissons ; nous y mourons ; et personne ne fait attention à nous, personne n'entend nos cris. » Ainsi s'exprime un Palestinien détenu dans les prisons sionistes. En effet, personne ne vient les sauver de cette mort lente, dans des tombes sombres préparées par les bourreaux israéliens pour être leur dernière demeure. C'est la plus dure sanction utilisée à l'intérieur des prisons : ni air, ni lumière. Pas de repos physique, pas de repos psychologique. Ainsi, les occupants israéliens privent les captifs palestiniens de leurs droits les plus élémentaires, surtout avec cette politique d'isolement.

Tuer toute chose

Fawad Al-Khafach, directeur du centre Ahrar pour les études des captifs et des droits de l'homme, parle de cette politique menée par les services de renseignements sionistes : « Il est très difficile de définir leurs souffrances. Les visites sont interdites. Connaître leurs conditions de vie est presque impossible. Ceux qui ont vécu une telle expérience parlent de ces souffrances inqualifiables. C'est vraiment la mort à petit feu. Et c'est pour un oui ou pour un non que les prisons israéliennes pratiquent cette sanction d'isolement. L'isolement pourra prendre quelques heures, comme quelques années ! Un semblant de jugement est rendu par un officier, le directeur adjoint de la prison ou le directeur lui-même. Chaque prison comporte un lieu consacré à cet isolement ».

Il y a trois sortes d'isolement, ajoute Al-Khafach. Le premier est un isolement individuel. Le captif se voit dans une cellule très étroite, privé de toute condition élémentaire de vie, sans parler de frappes, d'insultes, d'humiliations. Tout est bon pour briser le captif et pour le couper de la vie humaine.

L'administration des prisons israéliennes est devenue maîtresse en la matière : rendre la vie impossible aux captifs. La liste des interdictions est suffisamment longue pour briser le moral du captif.

Les bourreaux israéliens font tout pour couper le captif du monde extérieur. Il aura l'impression de vivre dans une tombe, une vie humaine qui souffre le martyre tous les jours, toutes les heures, toutes les minutes. Il est privé de visite, des études, de tout, ajoute Al-Khafach.

Le bourreau traite le captif isolé avec beaucoup de mépris. A tout moment, il pourra être l'objet d'une inspection à nu. Et le captif n'aura le droit à la récréation qu'avec les mains et les pieds enchaînés. Et il pourra être privé de cette heure de repos, si le bourreau n'est pas de bonne humeur ! Parfois, les captifs peuvent rester en isolement pendant des années, comme c'est le cas d'Ibrahim Hamed, de Hassen Salama, d'Abdallah Al-Barghouthi.

La deuxième sorte d'isolement, explique Al-Khafash, est l'isolement à deux. Deux captifs seront enfermés dans une seule cellule. Souvent, ils ne s'entendent pas bien ; ils vivront alors un calvaire plus dur encore que l'isolement individuel ; c'était le cas de Jamal Abou Al-Hayja, d'Ahmed Saadat et d'Abbas Al-Sayyed.

La troisième sorte d'isolement est pratiquée à trois ou plus. C'est un isolement moins dur, mais les conditions de vie restent par ailleurs moins bonnes que dans les cellules normales.

Les tombes des vivants

Des centaines de captifs sont passés par là, en particulier les dirigeants des captifs. C'est le cas de Mahmoud Issa, qui se déplace d'une cellule d'isolement à l'autre depuis plus d'une décennie.

Actuellement, la liste des captifs isolés se rallonge. Plusieurs dirigeants des factions palestiniennes s'y trouvent, à l'instar d'Ahmed Saadat, Abbas Al-Sayyed, Hassan Salama, Ahmed Al-Maghribi, Abdallah Al-Barghouthi, Ibrahim Hamed, Jamal Abou Al-Haydja, Saleh Dar Moussa, Hocham Al-Charbati, Ahed Ghalma.

Le mouvement des captifs palestiniens compte prendre des mesures pour contrer cette politique qui essaie de tuer l'homme palestinien et de briser son moral, dit Al-Khafach.

23 février

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

5) Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Ligue arabe

La Ligue arabe lance une sévère mise en garde à Israël

15/02/2011

La Ligue arabe hausse le ton. Elle avertit, clairement, le régime sioniste d'Israël de ne pas essayer d'abuser des événements qui secouent certains pays arabes, pour poursuivre, en douce, la colonisation, et la judaïsation de Qods.

Le Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe chargé des affaires palestiniennes, Mohammed Sabih, affirme qu'Israël cherche à appliquer ses projets, pour construire davantage de colonies, sur les territoires palestiniens, et qu'il exploite les développements en cours, pour accélérer la colonisation, s'imaginant que, pour le moment, la question palestinienne s'est éclipsée aux yeux des Arabes. Dans le même temps, les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe entendent se réunir, le 3 mars, au Caire, pour débattre des développements de la région, après la chute d'Hosni Moubarak. Ce sera, certes, une réunion différente, vu l'absence de Moubarak, comme l'évaluent les analystes. Il est vrai qu'Hosni Moubarak était l'ami fidèle d'Israël, son plus grand allié arabe et son protecteur. L'Égypte jouait un rôle déterminant, dans la mise à exécution des politiques qu'entreprenait Israël vis-à-vis du monde arabe. N'oublions pas que le Premier ministre israélien et les autres responsables de l'entité sioniste ont toujours soutenu Hosni Moubarak, face aux protestations populaires contre ce dictateur égyptien, appelant même les pays occidentaux, notamment, les États-Unis, à le soutenir. La chute d'Hosni Moubarak, après trois décennies de règne sans partage, mettra, politiquement et militairement, dans l'impasse, le régime sioniste. Tel-Aviv s'est, déjà, déclaré inquiet de l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient, qui serait une menace sérieuse pour Israël. Il semble que les prochaines réunions de la Ligue arabe, notamment, sa session annuelle, à Bagdad, le 29 mars 2011, déclarée par le représentant permanent de l'Irak à la Ligue arabe, englobent des sujets importants et stratégiques, au tournant de cette phase cruciale où se trouve la région. Fondée, le 22 mars 1945, avec six pays, à savoir l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Syrie, le Liban, le Yémen et la Jordanie, la Ligue arabe regroupe, maintenant, 22 pays du Sud-Ouest de l'Asie, du Nord et du Nord-Ouest de l'Afrique.

<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/109173-la-ligue-arabe-lance-une-severe-mise-en-garde-a-israel>

Nations unies

Navi Pillay critique Israël.

12/02

La Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a fustigé, vendredi, les autorités sionistes, pour avoir pris à la légère le sort des centaines de milliers de Palestiniens lésés par les politiques de colonisation menées par Israël. Au terme de sa visite de six jours, dans les territoires occupés de la Palestine, La haute Commissaire s'est dite «frappée par la condescendance dont font preuve les autorités israéliennes, face aux questions touchant le sort des Palestiniens affectés par la barrière de séparation et ou encore l'implantation des colonies».

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/109005-navi-pillay-critique-israel>

Ue

Le projet d'échanges de données personnelles entre l'UE et Israël condamné par l'IPSC.

Cette mesure va laisser des millions de citoyens potentiellement à la merci d'un vol de leur identité, parrainé par leur État, du même genre que ce que nous avons connu à Dubaï en janvier de l'année dernière ; effectivement, c'est une acceptation tacite de la légitimation de tels actes de terrorisme d'État que commet Israël.

La Campagne Solidarité Irlande/Palestine a condamné aujourd'hui la décision de la Commission européenne déclarant qu'« Israël offrait le niveau suffisant de protection des données à caractère personnel » et donnant ainsi le feu vert au « transfert de données à caractère personnel des citoyens de l'Union européenne à Israël ».

Le gouvernement irlandais avait antérieurement tenté de bloquer cette relation de partages de données, mais en vain.

Condamnant cette approbation de la Commission, la présidente nationale de l'IPSC, Freda Hugues, déclare : « Il s'agit d'une initiative scandaleuse au nom de la Commission européenne. Israël est un pays qui s'est servi de passeports de ressortissants irlandais, allemands, britanniques et français pour perpétrer l'assassinat extrajudiciaire d'un membre du Hamas à Dubaï, l'année dernière - et il n'y a aucune raison de croire que c'était la première ou la seule action illégale de cette sorte. Par conséquent, que la Commission autorise le transfert de données à caractère personnel concernant des citoyens de l'Union européenne à cet État voyou serait risible si ce n'était une question aussi manifestement grave. Cette mesure va laisser des millions de citoyens potentiellement à la merci d'un vol de leur identité, parrainé par leur État, du même genre que ce que nous avons connu à Dubaï en janvier de l'année dernière ; effectivement, c'est une acceptation tacite de la légitimation de tels actes de terrorisme d'État que commet Israël. »

Mme Hugues critique également la nature partisane de l'Union européenne quand il s'agit d'Israël : « Cela fait partie d'une tendance plus large au sein de l'UE par laquelle, en dépit des déclarations hypocrites et de circonstance critiquant les violations israéliennes des droits de l'homme, l'UE et ses États membres œuvrent à développer et à affermir les relations économiques et symboliques avec Israël. Par exemple, la "recherche scientifique" est une forme extrêmement lucrative de coopération de l'UE avec Israël. Israël participe à plus de 800 projets avec des universités et entreprises européennes, pour un montant évalué à 4,3 milliards d'€. En 2013, il est prévu qu'Israël reçoive plus de 500 millions d'€ de subventions européennes. En Irlande, nous devrions tous être scandalisés par le fait que le représentant de l'Irlande à la Commission

européenne, Maire Geoghegan-Quinn, soit la personne chargée de gérer ces subventions. Parmi les bénéficiaires, on trouve les fabricants d'armes, tels que Elbit et Israel Aerospace Industries, qui construisent les drones et les avions qui servent régulièrement à attaquer la population de Gaza. »

Mme Hugues réitère l'appel d'IPSC pour qu'il soit mis fin à l'impunité israélienne, et spécialement pour exclure Israël à titre suspensif de l'Accord Euro-Med : « Israël ne craint aucune répercussion pour ses actions de la part de l'UE et de ses États membres, parce que ces institutions persistent à lui permettre d'agir en toute impunité. L'Accord Euro-Med entre Israël et l'UE accorde à Israël un accès privilégié au marché européen. L'article 2 de cet Accord stipule clairement que l'application de l'accord est conditionnée par le respect, par Israël, « des droits de l'homme et des principes démocratiques » un respect considéré comme un « élément essentiel » de l'accord. Israël a violé de façon flagrante le droit international à maintes occasions et il doit être suspendu de cet accord préférentiel sur cette base - et pourtant, aucun État membre de l'UE et aucun commissaire de l'UE n'a jamais soulevé cette possibilité. En tant que tel, il faut nous interroger sérieusement sur l'engagement de l'UE dans la protection des droits de l'homme ». (1)

Et Mme Hugues de conclure : « Je recommande à toute personne concernée par cette tendance à une plus grande coopération UE/Israël - qui équivaut en réalité à récompenser les Israéliens pour leur terrorisme contre les Palestiniens - de lire l'excellent livre de David Cronin sur la question : "L'alliance de l'Europe avec Israël : aider l'occupation" ». (2)

(1) - Ndt : Une résolution a été adoptée par le Parlement européen le 10 avril 2002, par 269 voix pour, 208 voix contre et 22 abstentions qui demande la suspension des accords UE-Israël. Voir notamment le point 8 de cette résolution :

8. (le Parlement européen) demande au Conseil et à la Commission de convoquer d'urgence le Conseil d'association UE-Israël pour transmettre sa position au gouvernement israélien en lui demandant de respecter les dernières résolutions de l'ONU et de réagir positivement aux efforts déployés actuellement par l'UE pour parvenir à une solution pacifique au conflit ; demande à la Commission et au Conseil, dans ce contexte la suspension de l'Accord d'association euroméditerranéen UE-Israël.

Cette décision de nos élus européens n'a jamais été appliquée.

(2) Voir : [L'alliance de l'Europe avec Israël](#) de David Cronin

Voir aussi l'interview de David Cronin par Sarah Irving sur le site [L'Islam en France](#) sur la parution de son livre.

17 février

Campagne Solidarité Irlande/Palestine

10 février 2011 - IPSC (Campagne Solidarité Irlande/Palestine) –

publié sur [Alternative Information Center](#) –

traduction : JPP

7 Monde

1 Egypte

L'Égypte rouvre le terminal de Rafah, à la frontière avec la bande de Gaza

Le terminal de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, a été rouvert comme prévu mardi 22 février par les autorités égyptiennes pour "les Palestiniens qui veulent partir [de l'enclave côtière], au rythme de trois cents par jour", a annoncé un responsable du Hamas.

Le régime des sorties n'est "pas encore clair", a-t-il ajouté, indiquant néanmoins penser que les personnes autorisées à entrer en Égypte par Rafah seraient comme précédemment les patients munis de certificats médicaux, les étudiants en Égypte et les détenteurs de nationalités étrangères.

FERMÉ DEPUIS LE 30 JANVIER

"Plus de trois mille personnes se sont enregistrées auprès de nous pour voyager", a précisé le responsable, espérant que le terminal puisse à terme rester ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il fonctionne actuellement de 11 heures locales (10 heures à Paris) à 16 heures (14 heures à Paris).

Rafah, seul point d'entrée de la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par Israël, était fermé depuis le 30 janvier en raison du soulèvement populaire en Égypte qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak le 11 février.

La fermeture du terminal a bloqué en Égypte des milliers de Palestiniens, principalement des malades partis se faire soigner ou opérer d'urgence mais aussi des étudiants et des familles.

[LEMONDE.FR avec AFP |](#)

22.02.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/22/l-egypte-rouvre-le-terminal-de-rafaq-a-la-frontiere-avec-la-bande-de-gaza_1483543_3218.html#xtor=AL-32280184

8 Médias/Vidéos

8-1 Vidéo : Franck Abed reçoit Jacob Cohen (1/3)

http://www.dailymotion.com/video/xevhol_franck-abed-recoit-jacob-cohen-1-3_news#from=embed

9 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 Kadhafi appelle les réfugiés palestiniens à défilier contre Israël.

Le numéro un libyen Mouamar Kadhafi a exhorté les réfugiés palestiniens à suivre l'exemple des révolutions tunisienne et égyptienne et à se masser aux frontières israéliennes jusqu'à ce que le régime sioniste se plie à leurs demandes. « Nous vivons le temps des révolutions populaires dans le monde arabe, et cette vague de révolution ne doit pas épargner les Palestiniens, a affirmé Kadhafi. « Ce n'est pas une déclaration de guerre que je lance ici, mais un appel en faveur de la paix qui devra entraîner des foules de réfugiés palestiniens, résidant en Jordanie, au Liban en Libye et en Syrie vers les frontières d'Israël, les mobiliser là, jusqu'à ce qu'ils aient gain de cause, a-t-il expliqué à la télévision d'état. Le dirigeant libyen a proposé l'installation des camps près des frontières de l'entité sioniste, si ce dernier se refusait à s'incliner.

14/02

<http://french.irib.ir>

9-2 El-Qods menacé par des projets militaires israéliens.

La ville palestinienne d'El-Qods est menacée par des projets israéliens prévoyant le transfert d'écoles militaires juives sur un lieu saint de l'Islam, ont rapporté hier des médias. Selon ces sources, l'occupant israélien veut transférer à El-Qods-Est des écoles militaires situées près de Tel-Aviv, un projet qui menace le symbole du patrimoine religieux palestinien et des musulmans. Israël prévoit le transfert des ces écoles militaires sur une superficie de 3,2 hectares à El-Qods-Est, un secteur qu'il a annexé en 1948. Une annexion vivement dénoncée et non reconnue par la communauté internationale. Ce projet juif, annoncé par le ministère israélien de la Guerre, prévoirait la construction de logements pour 1.400 militaires, de salles de conférences, de salles de sports, de bureaux et de bibliothèques à El-Qods-Est. Cette énième provocation israélienne aggrave davantage une situation catastrophique dans les territoires palestiniens occupés, et menace de tuer toute chance de relancer le processus de paix israélo-palestinien, à l'arrêt depuis fin octobre 2010 en raison de la poursuite de la colonisation juive. Outre ses projets militaires, l'occupant israélien ne cesse d'approuver de nouveaux plans de colonisation à El-Qods et en Cisjordanie, ce qu'a suscité de fortes indignations des Palestiniens. La communauté internationale s'est contenté jusqu'ici, de condamner ce genre de violations israéliennes, mais sans adopter des mesures fermes pour mettre un terme aux agressions et aux dépassements quotidiens israéliens contre le peuple palestinien.

Par ailleurs, Marwane Al-Barghouthi, membre du comité central du mouvement palestinien Fatah a appelé, hier, à un grand soulèvement populaire pour mettre fin à l'occupation israélienne, soulignant la nécessité de relancer le dialogue interpalestinien dans l'immédiat afin de mettre un terme aux divisions internes et unir les rangs palestiniens.

M. Al-Barghouthi, détenu dans une prison de l'occupation israélienne depuis avril 2002, a appelé, dans un communiqué, à se préparer pour le lancement d'un vaste soulèvement populaire avec la participation de toutes les forces palestiniennes avec comme slogan "Il est temps d'en finir avec l'occupation" pour recouvrer la liberté et l'indépendance de la Palestine, et permettre le retour des réfugiés palestiniens dans leurs terres. Il a, par ailleurs, mis en exergue le besoin de relancer le dialogue intarpalestinien dans l'immédiat afin de mettre un terme aux divisions internes et unir rangs des Palestiniens face à l'occupant israélien qui poursuit sa politique de répression et de colonisation dans le territoires occupés.

Ce dialogue national palestinien a été également souligné par le mouvement Hamas à Ghaza qui a appelé à "une révision générale" de la situation politique intérieure de la Palestine, afin a-t-il dit, de remettre de l'ordre dans la maison palestinienne bâtie sur des bases solides.

18/02

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/9296>

10 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

10-1 Leila Mazboudi : Les dessous du 39ème veto américain pro israélien, sur fond de révoltes arabes.

Ce ne fut une surprise pour personne, que les Etats-Unis opposent leur veto à une résolution arabe condamnant la politique de colonisation israélienne.

Il faut dire que c'est la 39ème fois depuis 1967, que Washington l'oppose dans la tribune onusienne, pour empêcher une condamnation d'Israël. Certains vetos contestaient des textes condamnant la colonisation dans les territoires palestiniens de 1967.

Mais ce vendredi, le veto américain résonnait tout seul dans l'enceinte du Conseil de sécurité. Sans abstention, ni absence parmi les 14 autres membres du Conseil.

Le texte parrainé par quelque 130 pays affirmait que "les colonies israéliennes établies dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, sont illégales et constituent un obstacle majeur à la réussite d'une paix juste, durable et globale".

Mêmes la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont tenu à rappeler après le vote "le caractère illégal" de la colonisation et "la menace" qu'elle constituait pour une solution à deux Etats.

Indifférente, l'administration d'Obama est allée jusqu'au bout pour son premier veto.

Question de satisfaire toute seule l'entité sioniste, qui a remercié le président Obama et appelé les Palestiniens à reprendre immédiatement et sans conditions préalables les négociations directes.

Au mépris de la colère des Palestiniens, exprimée avec fadier vendredi, par la voix de l'un de ses principaux négociateurs de l'Autorité Yasser Abed Rabbo. Lequel a regretté une « décision malheureuse, déséquilibrée et qui affecte la crédibilité de l'administration américaine », et rapporté un engagement pour "réévaluer" la position de l'Autorité.

En effet et plus que jamais, ce 39ème veto américain montre que les procédés du gouvernement de Mahmoud Abbas pour restituer les droits du peuple palestinien n'ont aucune efficacité.

S'étant soumis sans contrepartie aux diktats israélo-américains, en sacrifiant la résistance et l'unité palestiniennes, il manque d'atouts de force pour pouvoir imposer ses conditions.

De plus, le veto montre aussi que Washington n'a jamais été sérieux dans ses efforts de trouver une solution juste au conflit israélo-palestinien, dans le cadre des résolutions onusiennes et des frontières de 1967.

Il apporte une nouvelle preuve à la conviction selon laquelle la super puissance, de par les conférences qu'elle organise, et les engagements qu'elle donne (dont le plus éclatant celui d'inscrire en 2012 un état palestinien à l'ONU) ne fait que disséminer de faux espoirs aux Palestiniens et Arabes qui prônent la négociation comme moyen de restitution des droits du peuple palestinien.

Et qu'elle continue de faire en sorte !

Comme en témoigne l'absurdité de l'explication affichée peu après le vote, par l'ambassadrice américaine à l'ONU Susan Rice : « Le projet de résolution s'il avait été adopté aurait pu encourager les parties à demeurer en dehors des négociations ».

Un tour en rond qui consacre le principe de négocier pour négocier.

Ainsi que sa prétendue admission que la colonisation israélienne détruit "la confiance entre les parties" et menace "les perspectives de paix"...

De la poudre aux yeux, pour camoufler ce soutien inconditionnel à l'entité sioniste.

Mais cette fois-ci le timing du veto est particulièrement délicat.

Survenu à un moment où plusieurs régimes alliés des USA sont confrontés à des contestations, "cela n'est pas fait pour améliorer leur image à un moment particulièrement sensible", a appréhendé un diplomate américain sous couvert d'anonymat après le vote.

Ce qui explique les raisons pour lesquelles les Américains ont cherché à éviter le veto, en tentant jusqu'à la dernière minute de convaincre les Palestiniens de renoncer à la résolution et d'adopter à la place une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité.

Ce qui explique aussi l'obstination d'Abbas, qui en insistant sur le texte de la résolution, à l'insu du veto, affiche au grand jour les véritables intentions américaines sur les colonisations. Voire sur le processus de paix en général.

La tactique n'est pas si ingénieuse. Le veto américain n'étant que le prolongement de la position molle de Washington, il y a quelques mois, face au refus de Tel Aviv sa demande d'un nouveau moratoire sur les colonisations. Sans compter les 38 autres vetos...

Au temps du réveil des peuples arabes, Abbas devrait faire plus pour l'exploiter en faveur du peuple palestinien...

Leila Mazboudi

Publié le 20 février

10-2 Amira Hass : Quand le filet qui protège la tyrannie israélienne se déchirera...

Le moment où la machine de la répression israélienne se désintègrera parce les hommes qui la composent se sont mis à réfléchir au lieu d'obéir n'est pas encore arrivé. Amira Hass, Haaretz, 02.02.11

Il y a un moment miraculeux dans les soulèvements populaires quand la peur de la machine répressive ne fait plus reculer les masses populaires et quand la machine se désagrège et laisse apparaître ses composantes qui sont aussi des hommes. Des hommes qui cessent d'obéir et se mettent à réfléchir.

Quand ce moment arrivera-t-il pour nous ? Un groupe d'hommes d'affaire palestiniens avait envisagé la possibilité de rejoindre la lutte populaire de villages proches de Ramallah contre le mur de séparation. C'était avant les révoltes en Tunisie et en Egypte. Finalement, comme me l'a expliqué un participant, ils ont pensé qu'ils ne pouvaient pas se permettre de prendre part à de telles activités car le lendemain "Beit El" (le surnom qu'on donne à l'Administration Civile (des territoires palestiniens occupés - NdT) dont la base se trouve près de la colonie qui porte ce nom) leur retirera tous les permis spéciaux (principalement pour pouvoir se déplacer - NdT) qui leur permettent d'avoir une activité professionnelle.

L'exemple de ce qui est arrivé à d'autres dans des circonstances similaires (par exemple les permis VIP des officiels haut placés du Fatah qui avaient daigné participer à une ou deux manifestations ont été abrogés) est suffisant pour créer la peur. Une machine répressive ne s'appuie pas seulement sur les armes et sur la torture dans des caves. Comme l'a montré le régime soviétique, la bureaucratie est l'épine dorsale d'un tel système. C'est la même chose pour nous en Israël : loin d'être une société démocratique transparente comme cela se devrait, Israël a créé une bureaucratie complexe et invisible qui contrôle complètement la liberté de mouvement des Palestiniens et donc la liberté de trouver un emploi, de se procurer des moyens de subsistance, de faire des études, la liberté de tomber amoureux, de fonder une famille et autres libertés fondamentales. Un régime qui ne respecte pas ces libertés est automatiquement qualifié de "tyrannique." Nous avons échappé à ce qualificatif parce que dans notre cas, c'est une tyrannie collective exercée par les Juifs israéliens (ceux qui profitent du système) contre les Palestiniens. Les représentants de cette tyrannie collective, qui se manifeste par la violation systématique du droit sacré de la propriété de l'autre et par une discrimination systématique à son encontre, sont des officiers de l'armée qu'on admire, des officiers du Ministère de la Défense dont on dit du bien, des architectes, des entrepreneurs, etc...Mais les libertés se moquent des qualificatifs ; et un peuple entier en est toujours privé.

La machine israélienne de répression a réussi à fabriquer un filet de protection qui s'appelle l'autorité palestinienne. Elle fait tout ce qu'elle peut pour que le statu quo ne change pas et qu'aucune lumière ne vienne révéler et faire voler en éclat le mirage de la prospérité économique et du développement des institutions nationales.

La manifestation organisée par l'intermédiaire de facebook devant le bureau des représentants égyptiens à Ramallah a été brisée par les forces de sécurité de l'autorité palestinienne. Le jeune homme qui a appelé à manifester a été recherché, arrêté et interrogé longuement. Le Hamas a aussi peur de la lumière. Environ 25 personnes appelées par facebook se sont rassemblées lundi sur la place du soldat inconnu de Gaza pour exprimer leur soutien aux Egyptiens. Elles aussi eurent affaire à des forces de sécurité peines d'ardeur. Six femmes ont été arrêtées.

Tôt ou tard, les filets protecteurs que la tyrannie israélienne a réussi à se donner se déchireront. Les masses envahiront-elles alors les rues et briseront-elles les barrages et les barrières, marcheront-elles sur Sheikh Jarrah, Silwan et Psagot (quartiers de Jérusalem Est colonisés par les Israéliens NdT) comme mes collègues Akiva Eldar et Aluf Benn l'ont prédit ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Il n'y aura pas de confusion. Les soldats israéliens recevront des instructions claires. L'armée israélienne de l'opération Cast Lead sera à la hauteur de sa réputation. Même si la marche est composée de 200 000 civils désarmés, l'ordre sera de tirer. Il n'y aura pas seulement 10 morts parce que l'armée de Cast Lead aura à cœur de se surpasser. Le moment où la machine de la répression israélienne se désintégrera parce les hommes qui la composent se sont mis à réfléchir au lieu d'obéir n'est pas encore arrivé.

De la même auteure :

[Affaiblir le Hamas ? Ouvrez les portes de Gaza](#)

[Un ordre militaire israélien va permettre la déportation en masse des Palestiniens de Cisjordanie](#)

[Amal Samuni et les sept éclats d'obus](#)

[Bil'in et Ni'lin sont déclarés zones militaires fermées](#)

[Comment on cède aux colons à Beit Sahur](#)

[Israël restreint les permis de travail pour les personnels des ONG](#)

[Israël a fait de tous ses citoyens des colons](#)

Adresse courriel d'Amira Hass : amira@haaretz.co.il

jeudi 3 février 2011 - 06h:35

Amira Hass

2 février 2011 - Haaretz - Pour consulter l'original :

<http://www.haaretz.com/print-editio...>

Traduction : D. Muselet

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10095

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

